



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
31776 Colomiers

Colomiers, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Fibre Excellence Saint-Gaudens

Rue du Président Saragat
BP 202
31800 Saint-Gaudens

Références : 2025/0024
Code AIOT : 0006802548

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement Fibre Excellence Saint-Gaudens implanté Rue du Président Saragat 31800 Saint-Gaudens. L'inspection a été annoncée le 29/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Fibre Excellence Saint-Gaudens
- Rue du Président Saragat 31800 Saint-Gaudens
- Code AIOT : 0006802548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site produit, selon le procédé dit « Kraft », de la pâte à papier blanchie fabriquée à partir de bois feuillus et résineux.

Il relève du régime de l'autorisation environnementale notamment pour la production de pâte à papier.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a notamment porté sur les installations suivantes : station d'épuration, bassins de confinement, points de rejets aqueux.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Température des effluents aqueux rejetés dans la Garonne	AP de Mise en Demeure du 10/03/2020, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Evacuation des boues du bassin de confinement Nord	AP de Mise en Demeure du 31/05/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
5	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
9	Mise en place d'un plan d'action	Lettre du 04/06/2024, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans la mesure où un arrêté préfectoral d'amende administrative relatif au non-respect de l'arrêté de mise en demeure du 10 mars 2020 a été pris le 2 août 2023 et compte tenu des solutions techniques mises en place par l'exploitant (cf constat n°1), il n'est pas proposé de nouvelle sanction suite à la présente inspection.

La mise en demeure du 10 mars 2020 ne peut être levée, malgré des résultats encourageants, la température des rejets s'avère désormais globalement conforme en dehors de la période estivale. Des points de situation annuels seront réalisés tant que le retour à la conformité n'est pas atteint.

La mise en demeure du 31 mai 2024 peut être levée (constat n°2).

Concernant les campagnes de mesures des PFAS et AOF, aucun PFAS n'a été détecté dans les effluents de l'établissement. Toutefois, un plan d'action est en cours afin de trouver des explications au flux important en AOF, détecté en sortie d'usine. Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les mesures trimestrielles en AOF pour le moment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Température des effluents aqueux rejetés dans la Garonne

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/03/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : La société Fibre Excellence Saint-Gaudens [...] est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous 5 mois à compter de la notification du présent arrêté : - Eaux résiduaires rejetées au milieu naturel : Article 2.4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 09 juin 2009 modifié : Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel doivent respecter les valeurs limites définies à l'Annexe 1. Ces effluents doivent de plus respecter les conditions suivantes : La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C, cette valeur est portée à 35 °C si la température de l'eau au point de prélèvement dépasse 25 °C. Une intégration est faite sur la journée pour déterminer la valeur moyenne ; - Eaux résiduaires rejetées au milieu naturel : Article 12-1.1 de l'arrêté ministériel du 03 avril 2000 modifié relatif à l'industrie papetière : La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C dans le cas général. Elle pourra aller jusqu'à 50°C pour les rejets raccordés, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Elle est inférieure à 35 °C en cas de traitement anaérobie ou lorsque l'eau utilisée est déjà à plus de 25 °C. [...] ;
Constats : Les différents investissements listés lors des précédentes inspections du 29 avril 2022 et du 13 décembre 2023, visant à parvenir à une situation conforme ont été réalisés. L'exploitant précise qu'une tentative de changement mineur sera réalisée en 2025. L'ensemble des investissements réalisés sont de l'ordre de 6M€. Comme l'année précédente, des progrès notables sont constatés, puisqu'en dehors de la période estivale, la limite de température est globalement respectée, avec une moyenne en 2024 de

27,4°C (les données des mois d'octobre et décembre étaient indisponibles le jour de l'inspection), contre 33,02°C en 2018 par exemple. L'exploitant a notamment détecté une élévation de la température de l'ordre de + 1,5°C lors d'une production à base de résineux, par rapport à une production de type feuillus. Un léger progrès est constaté par rapport à l'année 2023 dont la température moyenne de rejet annuelle était de 27,95°C.

En 2024, des dépassements exceptionnels ont été recensés sur une quinzaine de jours en mars, dû à une opération de maintenance. Toutefois, des dépassements subsistent en particulier lors de la période estivale avec des températures d'effluents moyennes mensuelles de: 30,3°C en juillet et 30,9°C en août.

Fin novembre 2024, l'exploitant décompte 71 jours pour lesquels la température des effluents rejetés était supérieure à 30° C sur l'année d'exercice, contre 131 jours sur l'année 2023.

Par ailleurs, la température du milieu (la Garonne) continue d'augmenter: la moyenne sur l'année 2019 était de 13,6°C, contre 14,1°C en 2023. En 2024, la Garonne a atteint une température moyenne journalière de 22,2°C au maximum, l'eau prélevée est donc inférieure au seuil de 25°C.

La limite de température des rejets de l'usine reste donc non conforme en période estivale. Malgré ces dépassements, le critère d'augmentation de la température des eaux de la Garonne générée par ces rejets reste conforme aux limites prescrites. Il n'a pas non plus été mis en évidence d'impact sur le milieu dans le cadre des surveillances annuelles exercées sur ce dernier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les mesures mises en place et de continuer à étudier la faisabilité technico-économique de nouvelles solutions afin de limiter la température de ses effluents.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Evacuation des boues du bassin de confinement Nord

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/05/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de confinement

Prescription contrôlée :

dispositions de l'article 2.7.10.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 qui prévoient l'évacuation des boues du bassin de confinement Nord.

Constats :

Précédemment à l'inspection, l'exploitant a transmis des éléments par courriel, justifiant l'évacuation du bassin tampon Nord et du retour à la conformité.

Lors de l'inspection, la visite du terrain a permis de constater l'évacuation effective des boues des bassins tampon. L'arrêté de mise en demeure du 31 mai 2024 peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présente inspection a permis de vérifier la méthodologie mise en place pour mener ces investigations. L'exploitant a mandaté un bureau d'étude pour l'élaboration de la liste. L'exploitant a interrogé ses fournisseurs sur la base de la littérature, des fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés, des équipements présents et des activités réalisées. L'étude réalisée a permis d'établir l'inventaire des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation. Pour trois produits dont deux agents d'extinction, la présence de PFAS est avérée. L'autre produit est utilisé en maintenance électrique. Il s'agit d'un dégraissant de composant électronique.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'inventaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les campagnes d'analyse relatives aux PFAS et aux AOF imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ont été réalisées par la société Fibre Excellence sur les mois de décembre 2023, janvier</p>

et février 2024. Les résultats sont disponibles sur le site internet de la DREAL Occitanie:
<https://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/la-dreal-publie-les-resultats-de-mesures-de-pfas-a26684.html>

La première campagne a été réalisée en sortie de l'usine et à l'amont du prélèvement d'eau dans la Garonne.

Les deuxième et troisième campagnes ont été réalisées sur l'égout propre, la sortie de la STEP et à l'amont du prélèvement d'eau dans la Garonne. Le nombre de points de prélèvements a été augmenté afin d'améliorer l'analyse *in fine*, le point en sortie d'usine regroupant les effluents de l'égout propre et de la sortie de la STEP.

Les résultats des campagnes de mesures concluent qu'aucun PFAS n'a été détecté dans les effluents de l'établissement parmi les 28 PFAS recherchés. Des concentrations en AOF comprises entre 13 et 5 µg/L ont été quantifiées dans les effluents du site. Sur l'eau amont (la Garonne), une mesure à 2µg/L a été quantifiée. Pour les deux autres prélèvements les résultats ont été inférieurs à la limite de quantification (2µg/L).

Compte-tenu du débit de rejet très important, le flux en AOF est également important. Ainsi, par courrier du 4 juin 2024, la DREAL a demandé à l'exploitant de poursuivre ses investigations afin de déterminer l'origine des émissions en AOF. Fibre Excellence a indiqué par courrier du 2 août 2024, établir une nouvelle campagne de mesures en AOF sur le mois de septembre 2024, réalisée par deux laboratoires différents (cf point de contrôle 9).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

L'organisme mandaté par la société Fibre Excellence Saint-Gaudens dans le cadre des campagnes d'analyses est accrédité par le COFRAC pour le prélèvement et la mesure des 20 PFAS obligatoires mentionnés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les rapports de prélèvements présentés en salle, les prélèvements ont été réalisés de manière homogène, selon la norme FDT 90-523 -2. Ils ont été effectués à l'aide d'échantillonneurs d'eau automatique de type GLACIER réfrigéré à pompe péristaltique permettant la constitution d'un échantillon moyen journalier.</p> <p>Il est à noter que le temps de séjour de l'eau au sein de l'usine a été pris en compte: les prélèvements sur l'eau de la Garonne en amont ont été effectués dans un premier temps, puis les autres prélèvements ont été réalisés une fois le temps de séjour écoulé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser les conditions de production lors des jours de mesures (résineux ou feuillus) et de les comparer avec les analyses complémentaires réalisées au mois de septembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de prélèvements réalisés.</p> <p>Pour les AOF, la limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p>

Pour les PFAS, la limite de quantification est comprise entre 0,02 et 0,1 µg/L, soit entre 20 et 100 ng/L - selon la substance étudiée. Les limites de quantification sont donc respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Les résultats ont été transmis sur l'application GIDAF, les mesures ont été réalisées de manière conforme (cf constat n°6).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mise en place d'un plan d'action

Référence réglementaire : Lettre du 04/06/2024, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Courrier du 04/06/24

Prescription contrôlée :

L'exploitant définit un plan d'action articulé autour de trois temps :

- investigation
- suppression/réduction
- surveillance.

Constats :

Un plan d'action comprenant uniquement le volet investigation a été transmis à l'inspection le 2 août 2024 (cf constat n°4).

Le plan d'action propose la réalisation d'une nouvelle campagne de mesure de l'AOF en septembre 2024. L'exploitant a fait procéder à une analyse en AOF par semaine sur le mois de septembre sur les points suivants:

- égout ville,
- égout propre,
- sortie STEP,
- amont Garonne.

L'exploitant a fait réaliser ces analyses par deux laboratoires différents, la méthodologie de mesure de l'AOF n'étant pas forcément identique.

Le jour de l'inspection les résultats connus ont été présentés à l'inspection. Pour les mêmes

échantillons, les résultats obtenus sont différents en fonction du laboratoire (par exemple 21 vs 180 µg/L sur l'eau de la Garonne amont le 10 septembre).

Il convient de noter que les mesures sur l'eau de la Garonne en amont présentent des concentrations en AOF plus élevées que les rejets, mais avec des concentrations variables (de 3 à 180 µg/L). L'analyse des résultats sur les rejets du site ne fait pas apparaître de tendance. Les rejets de la STEP sont inférieurs à la limite de quantification pour les 4 analyses pour un laboratoire et compris entre inférieur à la limite de quantification et 6.1 µg/L pour l'autre laboratoire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à l'inspection, il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre ces conclusions sur les analyses conduites à l'automne 2024 et de mettre à jour son plan d'action,
- poursuivre la surveillance des émissions en AOF à une fréquence trimestrielle au minimum.

Type de suites proposées : Sans suite